



SYNDICAT MIXTE DE L'ARGENS

Statuts

Adoptés par délibération du Comité syndical du 25 avril 2016 –Version du 25 avril 2016

Préambule :

Suite aux dramatiques inondations de juin 2010 qui ont touché le Var, une démarche visant l'élaboration d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) pour réduire à l'avenir les conséquences des crues sur le bassin de l'Argens a été engagée dès le 5 juillet 2011. Pilotée à l'origine par le Conseil départemental du Var, cette démarche comprend deux étapes

- 2013-2014 : L'élaboration d'un PAPI d'intention avec le lancement de 39 premières actions comprenant notamment les études nécessaires à l'élaboration des futurs travaux et l'appui à la création d'une nouvelle structure de gouvernance à l'échelle du bassin versant de l'Argens. L'ensemble de ces actions a pour objectif d'élaborer un PAPI dit « complet » qui définira le programme d'actions qui sera mis en œuvre pour rendre le territoire moins vulnérable aux inondations.
- En 2015 : La mise en œuvre du PAPI complet et de son programme d'actions porté par la structure de coopération à l'échelle du bassin versant : le Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) mis en place en octobre 2014.

En parallèle sont initiées sur le bassin versant de la Nartuby et sur ceux de l'Issole et du Caramy des démarches de contrat de rivière en vue d'une gestion intégrée de ces cours d'eau.

Dès juillet 2013, lors d'une séance plénière placée sous l'égide de l'Etat et du Conseil départemental du Var, le principe de création d'une future structure de gouvernance a été acté et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont été reconnus comme échelon pertinent pour la prévention des inondations.

Le 1^{er} octobre 2013, un arrêté préfectoral portant projet de périmètre, comprenant les 74 communes incluses dans le périmètre du bassin versant de l'Argens et couvrant 10 EPCI, a été transmis aux communes, ainsi qu'aux intercommunalités déjà compétentes avec un projet de statuts provisoires ayant vocation à être remplacés par des statuts définitifs votés lors de la première réunion de l'Assemblée délibérante du Syndicat Mixte de l'Argens.

Le 3 février 2014, un arrêté préfectoral portant création du Syndicat Mixte de l'Argens ayant la compétence « Entretien, gestion, aménagement des cours d'eau et prévention des inondations dans le bassin de l'Argens » est transmis aux communes et EPCI compétents en différant sa date d'entrée en vigueur à l'automne 2014 pour laisser le temps aux futurs membres de revoir les statuts provisoires.

Un comité de préfiguration regroupant l'ensemble des territoires concernés et le Conseil départemental du Var se sont ainsi réunis pour écrire, ensemble et de manière concertée, les présents statuts.

Ces statuts s'inscrivent par ailleurs dans un contexte d'évolution législative important qui clarifie les compétences dans le domaine de la gestion des cours d'eau et de la prévention des inondations. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite « loi MAPTAM » a instauré une compétence obligatoire et exclusive au profit des communes et des EPCI à Fiscalité Propre (FP) en la matière au 1^{er} janvier 2016 repoussé au 1^{er} janvier 2018 par la Loi NOTRe. A compter de cette date, les EPCI à FP sont compétents en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, compétence dite « GEMAPI » (dont les missions sont visées aux rubriques 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement).

Ainsi, la création du Syndicat Mixte de l'Argens en regroupant partiellement des EPCI ayant déjà pris la compétence « Entretien, gestion, aménagement des cours d'eau et prévention des inondations dans le bassin de l'Argens » répond aux objectifs de la loi MAPTAM modifiée.

Le décret du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques fixe le cadre selon lequel les EPCI à FP compétents en matière de GEMAPI établissent et gèrent les ouvrages de prévention des risques, à savoir les ouvrages de protections hydraulique comprenant :

- **Le système d'endiguement** qui est défini par l'EPCI à FP compétent eu égard au niveau de protection qu'il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Ce système comprend une ou plusieurs digues ainsi que tout ouvrage nécessaire à son efficacité et à son bon fonctionnement, notamment :
 - des ouvrages, autres que des barrages, qui, eu égard à leur localisation et à leurs caractéristiques, complètent la prévention ;
 - des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques
- **L'aménagement hydraulique** qui est réalisé par l'ensemble des ouvrages qui permettent soit de stocker provisoirement des écoulements provenant d'un bassin, soit le ressuyage de venues d'eau en provenance de la mer. Cet ensemble comprend les ouvrages conçus en vue de la prévention des inondations ainsi que ceux qui ont été mis à disposition des EPCI à FP et sans préjudice des fonctions qui leur sont propres, notamment les barrages. Cet ensemble d'ouvrages est défini par l'EPCI à FP compétent en matière de GEMAPI eu égard au niveau de protection qu'il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Les implications financières et techniques de ces dispositions législatives et réglementaires impliquent d'inscrire l'action du SMA dans le temps selon plusieurs cycles nécessaires pour disposer des compétences humaines et des capacités financières au projet d'aménagement d'intérêt commun au bassin, mais également pour définir avec chaque EPCI à FP la nature et la portée des compétences confiées au SMA.

- 1^{er} cycle du SMA (de 2014 au 25 Avril 2016) : les statuts du SMA, objet du présent document, ont pris en compte les missions exercées antérieurement par les structures syndicales existantes, dissoutes depuis, ou les EPCI à fiscalité propre. Ainsi les missions du SMA ont été réalisées à « périmètre constant » afin de tenir compte du niveau de responsabilité juridique et financière induite par ses nouvelles compétences au regard de ses moyens. La création du SMA a ainsi permis :
 - l'instauration d'une gouvernance inter-territoriale permettant de suivre l'élaboration, par le Conseil départemental du Var, du PAPI d'intention de préparer le PAPI complet, avec la collaboration du Département : concertation autour de ce projet pour en faciliter son appropriation par les territoires, validation de son contenu et portage du dossier devant les instances de labellisation ;
 - la rationalisation des structures syndicales existantes au sein d'une même entité juridique tout en préservant leurs actions de proximité sur les territoires.
- 2^{ème} cycle du SMA (du 25 avril 2016 au 31 décembre 2019) : les statuts sont revus au regard du report dans l'application obligatoire de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, pour caractériser le contenu matériel de la compétence GEMAPI. Cette compétence nouvelle implique à la fois et de façon combinée, dans une perspective de réduire le risque inondation :
 - la gestion des aménagements de protection hydraulique
 - la gestion des milieux et de l'aléa par le ralentissement dynamique des écoulements.

Le champ d'intervention du SMA est conditionné à la reconnaissance préalable d'un intérêt commun au bassin qui comprend 5 critères suivants : la sécurité des personnes, la restauration morphologique, la protection d'un bassin d'emploi, la protection d'un espace agricole et la solidarité de bassin versant.

Cette période est l'occasion pour le SMA de dimensionner son action aux projets de territoire (Programme d'Actions de Prévention des Inondations, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « SAGE », Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation « SLGRI »), de solliciter la labellisation comme Etablissement Public Territorial de Bassin « EPTB » et d'initier un débat, aux côtés de l'Etat (Direction Départementale des Territoires et de la Mer « DDTM », Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement « DREAL ») et de l'Agence de l'eau, pour définir de façon harmonisée et cohérente le contenu des missions GEMAPI nécessaires au territoire, réparties en fonction des enjeux entre le niveau local et l'échelle du bassin versant. De ce débat dépendra l'organisation du bassin versant en terme de prise en charge de la compétence GEMAPI (délégation/transfert total ou partiel au SMA).

- 3^{ème} cycle du SMA (A compter du 1^{er} janvier 2020) : la compétence GEMAPI deviendra exclusive pour les EPCI à fiscalité propre ; le Département et la Région ne pourront plus intervenir juridiquement ou financièrement, dans les domaines de cette compétence. Cette étape permettra de clarifier définitivement la prise en charge de la compétence GEMAPI et notamment des systèmes d'endiguement.

Les présents statuts répondent au 2^{ème} cycle du SMA et remplacent ceux en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

CHAPITRE 1 : Constitution - Objet - Siège social - Durée

Article 1 : Constitution et dénomination

Conformément aux articles L.5711-1 du Code général des collectivités territoriales(CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un syndicat mixte fermé dénommé « Syndicat Mixte de l'Argens ».

Adhèrent à ce Syndicat mixte en tant que membres disposant du pouvoir délibérant :

- Les communes suivantes:

- Besse-sur-Issole, Cabasse, Flassans-sur-Issole, Gonfaron, le Cannet des Maures, Le Luc en Provence, Le Thoronet, les Mayons, Barjols, Bras, BrueAuriac, Fox-Amphoux, La Verdière , Pontevès, Saint-Martin de Palières, Seillons-Source-d'Argens, Tavernes, Varages, Aups, Moissac-Bellevue, Régusse, Toutour, Villecroze, Nans les Pins, Ollières, Rougiers, Saint-Maximin-la-Sainte Baume ;

- Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale suivants:

- La Communauté d'Agglomération Dracénoise (pour les communes de : Ampus, Bargemon, Callas, Châteaudouble, Claviers, Draguignan, Figanières, Flayosc, La Motte, Le Muy, Les Arcs-sur-Argens, Lorgues, Montferrat, Saint-Antonin-du-Var, Salernes, Sillans-la-Cascade, Taradeau, Trans-en-Provence et Vidauban)
- La Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée (pour les communes de : Fréjus, Puget-sur-Argens et Roquebrune-sur-Argens)
- La Communauté de Communes du Comté de Provence (pour les communes de : Brignoles, Camps-la-Source, Carcès, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, La Celle, Le Val, Montfort-sur-Argens, Tourves et Vins-sur-Caramy)
- La Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez (pour la commune de : La Garde-Freinet)
- La Communauté de Communes Provence Verdon (pour la commune de : La Verdière)
- La Communauté de Communes du Pays de Fayence (pour les communes de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans)
- La Communauté de Communes du Val d'Issole (pour les communes de : Forcalqueiret, Garéoult, La Roquebrussanne, Mazaugues, Néoules, Rocbaron et Sainte-Anastasia-sur-Issole)

Article 2 : Objet et Missions

Le SMA a pour objet de réduire le risque inondation en favorisant la gestion des milieux et de l'aléa par le ralentissement dynamique des écoulements au titre de la compétence GEMAPI. Par ailleurs, en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) en préfiguration il porte le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Argens.

Cet objet ne fait pas obstacle ou ne se substitue pas aux responsabilités des différents acteurs pouvant intervenir dans ces différents domaines au titre du droit existant, et notamment les riverains en vertu de leur statut de propriétaire (C. env. art. L. 215-14), le préfet en vertu de son pouvoir de police des cours d'eau non domaniaux (C. env. art. L. 215-7), le Maire au titre de son pouvoir de police administrative générale (C.G.C.T, art. L. 2122-2 5°) et les EPCI à fiscalité propre en tant qu'ils restent responsables de la gestion des ouvrages de protection hydraulique en tant que collectivités gestionnaires au titre de la réglementation sur les systèmes d'endiguement.

Les missions du SMA au titre de la GEMAPI

a. La définition et la mise en œuvre de stratégies d'aménagement du bassin :

La mission du SMA est de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant à travers un projet d'aménagement d'intérêt commun. Cette gestion équilibrée se comprend dans sa globalité avec la prévention des inondations, la préservation et la gestion des cours d'eau et des zones humides, du bassin versant de l'Argens.

b. L'entretien et l'aménagement des cours d'eau

L'entretien des cours d'eau non domaniaux relève de la compétence des propriétaires riverains, conformément à l'article L.215-14 du code de l'environnement.

Néanmoins, la prévention des inondations et la restauration hydromorphologique de cours d'eau sur certains secteurs, peuvent donner lieu à une intervention du Syndicat Mixte de l'Argens.

Les cours d'eau concernés par l'intervention du SMA sont les cours d'eau reconnus d'intérêt commun au bassin versant ; ils sont définis par l'assemblée délibérante du SMA, en concertation avec chaque EPCI à FP membre.

Pour les cours d'eau reconnus d'intérêt commun au bassin, le SMA mènera les actions, études et travaux programmés dans le PAPI et/ou le SAGE.

c. Défense contre les inondations et contre la mer

➤ Concernant les ouvrages de protection

Une délibération du comité syndical précisera la répartition des missions entre les EPCI à fiscalité propre et le SMA, comprenant :

- L'identification des ouvrages de protection d'intérêt commun du bassin versant
 - Les démarches administratives et réglementaires y afférente (mise en conformité, gestion, l'entretien, le suivi et la surveillance)
- En tant que de besoins, le SMA agira en vue de créer des zones d'expansion de crues (ZEC)
- d. La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines
- Le SMA œuvrera en vue de la restauration de la continuité écologique, de la restauration morphologique ou de la renaturation et de la valorisation des zones humides.

L'ensemble de ces missions du Syndicat Mixte de l'Argens est conditionné à la reconnaissance préalable **d'un intérêt commun au bassin**, par délibération du comité syndical, caractérisé par l'application de 5 critères :

- **la sécurité des personnes**
- **la protection d'un bassin d'emploi**
- **la protection d'un espace agricole**
- **la restauration morphologique**
- **la solidarité de bassin versant**

La délibération établit une liste d'actions formalisée qui fixe le champ d'intervention du SMA. Les modalités juridiques de dévolution des compétences confiées au SMA seront précisées par chaque membre (transfert ou délégation)

Les missions du SMA hors GEMAPI

- **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'ARGENS:**
- Le SMA assume les fonctions de la structure porteuse de la Commission Locale de l'Eau (CLE). A ce titre, il assure l'animation ainsi que le secrétariat technique et administratif de la CLE. Dans ce cadre, il assure la maîtrise d'ouvrage de missions spécifiques (des études complémentaires...) à la demande de la CLE.
- Le suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles des cours d'eau reconnus d'intérêt commun du bassin versant.

Les outils de planification et de programmation

Les actions du SMA se réalisent grâce aux outils de planification et de programmation suivants :

- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) ARGENS
- Le Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI) :
 - Le SMA finalise les actions inclues dans le PAPI d'intention « Argens et Affluents » par substitution des syndicats dissous à sa création,
 - Le SMA porte le « PAPI COMPLET ARGENS ET COTIERS DE L'ESTEREL ».
- Le Contrat de Rivière
 - Le SMA porte un contrat de rivière sur la Nartuby et pourra assurer le portage d'autres contrats de rivière liés à des cours d'eau déclarés d'intérêt commun du bassin versant
- La Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI).

Le SMA est la structure porteuse désignée pour accompagner l'émergence de ces différentes planifications et favoriser leur mise en œuvre : animation, appui, coordination, concertation, maîtrise d'ouvrage.

Article 3 : Territoire

Le territoire du Syndicat mixte est celui qui couvre l'ensemble du Bassin Versant de l'Argens, regroupant l'ensemble des communes isolées ainsi que des EPCI énumérés à l'article 1. (Cf. annexe n°1).

Article 4 : Coopération entre le Syndicat mixte et ses membres

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat mixte et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat mixte à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat mixte de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L. 5211-4-1 et L.5211-56 du CGCT.

Article 5 : Siège social

Le siège social du Syndicat mixte est fixé :

1 avenue Lazare Carnot
83 300 DRAGUIGNAN

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du Comité syndical.

Toutefois, il est précisé que les séances des Bureaux et des Comités syndicaux se tiendront dans un autre lieu, pour des commodités d'accès :

Siège de la Communauté de communes Cœur du Var
Quartier Précoumin
83 340 LE LUC EN PROVENCE


Article 6 : Durée

Le Syndicat mixte est formé pour une durée illimitée.

CHAPITRE 2 : Administration et fonctionnement du Syndicat

Article 7: Administration du syndicat

- **7.1 Comité syndical**

 Composition et vote :

Le Syndicat Mixte de l'Argens est administré par un comité syndical, placé sous la présidence de son Président, composé :

- de délégués élus par les communes membres à raison de 1 délégué par commune, dans les conditions prévues par l'article L.5211-7 du CGCT,
- de délégués élus par les EPCI membres à raison d'autant de délégués que de communes qu'ils représentent et inclus dans le périmètre du Bassin de l'Argens, dans les conditions prévues par l'article L.5211-7 du CGCT.

Pour chaque délégué titulaire, il est prévu la désignation d'un délégué suppléant, dans les mêmes conditions, appelé à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire. Ces délégués titulaires et suppléants sont réélus après chaque renouvellement, partiel ou total, de l'assemblée dont ils sont les représentants.

Pour tout vote à intervenir, chaque délégué dispose d'un nombre de suffrages déterminé en proportion du poids de la participation de chaque membre aux charges de fonctionnement du Syndicat mixte, chaque délégué devant toutefois pouvoir bénéficier d'au moins un suffrage

Ces modalités de vote sont précisées en annexe n°2 aux présents statuts.

Le transfert, par une ou plusieurs communes adhérentes, des compétences prévues à l'article 2 des présents statuts emporte représentation-substitution de cet établissement public à ces communes. A compter de la prise d'effet de la représentation-substitution, le nombre de suffrages de chacun des représentants de l'établissement public de coopération intercommunal est déterminé par le rapport entre, d'une part, la somme des suffrages de l'ensemble des

communes adhérentes à la fois au syndicat mixte à sa date de création et à l'EPCI bénéficiant de la représentation substitution et d'autre part le nombre des communes concernées.

Quorum:

Le comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si le quorum correspondant à la moitié simple des délégués syndicaux est atteint. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, sauf dispositions contraires précisées.

Le quorum s'apprécie au vu de la présence physique des représentants au comité syndical.

Pouvoir :

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par son suppléant peut donner pouvoir, par écrit et signé, à un autre délégué titulaire de son choix.

Ainsi, le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

• 7.2 Bureau syndical

Le Comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un Bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents, et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de membres sera défini par délibération du Comité syndical. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le Comité syndical.

Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du Comité syndical.

Article 8 : Commissions

Le Comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires.

Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du Comité syndical.

Article 9 : Antennes techniques locales

Le Comité syndical pourra également créer des antennes techniques déconcentrées permettant une gestion de proximité de l'entretien et de l'aménagement des cours d'eau situés dans le périmètre du Syndicat.

Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du Comité syndical.

Article 10 : Attributions du Comité syndical

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son Président. Les séances sont publiques.

Afin de préciser ses modalités de fonctionnement, le Syndicat mixte se dote d'un règlement intérieur.

Il assure notamment :

- le vote du budget et des participations des adhérents,
- l'approbation du compte administratif,
- les décisions concernant l'adhésion et le retrait des membres,
- l'approbation du règlement intérieur et des modifications statutaires.

Il décide également des délégations qu'il confie au Bureau, dans le cadre de l'article L.5211-10 du CGCT.

Article 11 : Attributions du Bureau

Le Bureau assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçu du Comité syndical. En dehors de ces délégations, le Bureau est un lieu de préparation des décisions du Comité syndical.

Article 12 : Attributions du Président

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat mixte. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant du Syndicat. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat. Il représente le Syndicat dans tous les actes de gestion et également en justice. Il est le seul chargé de l'Administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux Vice-Présidents.

CHAPITRE 3 : Dispositions financières et comptables

Article 13 : Budget du Syndicat mixte

Le Syndicat Mixte de l'Argens pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les ressources non affectées perçues par le Syndicat Mixte de l'Argens permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges des services fonctionnels du Syndicat.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 du CGCT, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au Syndicat mixte,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le Syndicat mixte,
- Le produit des emprunts,

- Le produit des dons et legs.

Chaque adhérent supporte obligatoirement, dans les conditions prévues ci-dessous les dépenses correspondant aux compétences transférées au Syndicat Mixte de l'Argens à savoir :

a) Charges de fonctionnement (services communs liés au fonctionnement du syndicat)

- Pour 40% du montant prévisionnel des charges : population INSEE de la commune ou de l'EPCI concerné ;
- Pour 20% du montant prévisionnel des charges : superficie du bassin versant de la commune ou de l'EPCI concerné ;
- Pour 20% du montant prévisionnel des charges : population en zone inondable ;
- Pour 10% du montant prévisionnel des charges : superficie des zones d'activités à enjeux situées en zone inondable de la commune ou de l'EPCI concerné ;
- Pour 10% du montant prévisionnel des charges : superficie des zones d'habitation situées en zone inondable de la commune ou de l'EPCI concerné.

Les clés de répartition de ces charges de fonctionnement sont précisées en annexe n°3 aux présents statuts.

b) Charges d'entretien des cours d'eau :

Les charges pour assurer l'entretien des cours d'eau sont réparties par membre selon le principe de la territorialisation par délibération du Comité syndical.

c) Dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement résiduelles et les charges attenantes, une fois déduites les subventions provenant d'organismes extérieurs, feront l'objet d'appels de fonds par le Syndicat Mixte de l'Argens auprès de la commune ou de l'établissement public concerné par ces dépenses d'investissement. En outre, au titre de la solidarité inter-territoriale, les membres du SMA participeront à hauteur de 10 % au financement des dépenses d'investissement résiduelles (hors subventions) selon la clé de répartition fixée pour les charges de fonctionnement (Cf. article 13 a.)

Article 14 : Comptable du Syndicat mixte

Les fonctions de trésorier du Syndicat mixte sont assurées par le comptable public responsable du Centre des Finances Publiques du Muy.

Article 15 : Reprise actif/passif

Il est établi un bilan de l'actif et du passif des structures syndicales préexistantes et dissoutes à la date de la création fonctionnelle du SMA. Toutes les dépenses et les recettes antérieurement contractées seront entièrement et intégralement supportées par les collectivités adhérentes à ces structures syndicales, avant leur dissolution.

CHAPITRE 4 : Dispositions diverses

Article 16 : Adhésion et retrait d'un membre

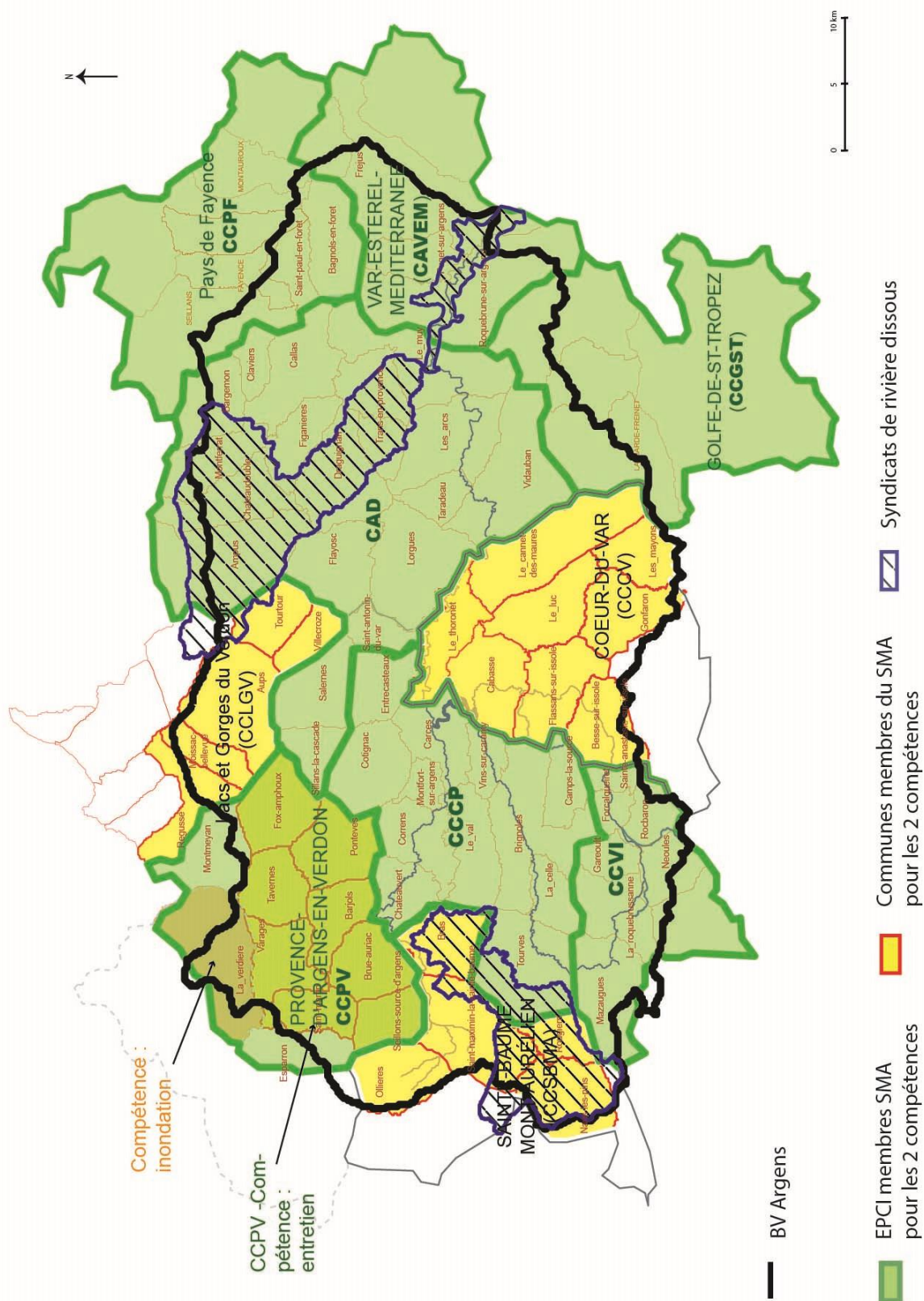
Toute adhésion nouvelle ou tout retrait devront faire l'objet des procédures prévues à cet effet par le CGCT.

Article 17 : Dispositions finales

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le CGCT.

ANNEXE n°1 - TERRITOIRE DU SYNDICAT MIXTE DE L'ARGENS

03/10/14



ANNEXE n°2- MODALITES DE VOTE DES MEMBRES

COMMUNES ou EPCI	REPARTITION FINANCIERE en %	COEFFICIENT MULTIPLICATEUR PERMETTANT D'OBTENIR LE NOMBRE TOTAL DE SUFFRAGES PAR EPCI OU COMMUNE	% DE REPARTITION FINANCIERE x COEFF MULTIPLICATEUR arrondi à la dizaine supérieure = NBRE DE SUFFRAGES PAR COMMUNES OU EPCI	ARRONDI A L'ENTIER SUPERIEUR	NOMBRE DE SIEGES DES EPCI OU DES COMMUNES	NOMBRE DE SUFFRAGES DETENUS PAR CHAQUE ELU DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI
Communauté d'agglomération dracénoise	30,436	4,82	146,7	147,00	19	8
Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée	21,905	4,82	105,6	106,00	3	35
Communauté de communes du Comté de Provence	12,652	4,82	61,0	61,00	12	5
Communauté de communes du golfe de Saint-Tropez	0,540	4,82	2,6	3,00	1	3
Communauté de communes du pays de Fayence	3,989	4,82	19,2	20,00	5	4
Communauté de communes Vald'Issole	5,529	4,82	26,6	27,00	7	4
Communauté de communes Provence Verdon (pour la commune de la Verdère) *	0,242	4,82	1,1	1	1	1
BESSE-SUR-ISSOLE	0,958	4,82	4,6	5,00	1	5
CABASSE	0,697	4,82	3,4	4,00	1	4
FLASSANS-SUR-ISSOLE	1,014	4,82	4,9	5,00	1	5
GONFARON	1,381	4,82	6,7	7,00	1	7
LE CANNET-DES-MAURES	2,240	4,82	10,8	11,00	1	11
LE LUC-EN-PROVENCE	4,058	4,82	19,6	20,00	1	20
LE THORONET	0,686	4,82	3,3	4,00	1	4
LES MAYONS	0,349	4,82	1,7	2,00	1	2
BARJOLS	1,010	4,82	4,9	5,00	1	5
BRAS	0,722	4,82	3,5	4,00	1	4
BRUE AURIAC	0,490	4,82	2,4	3,00	1	3
FOX-AMPHOUX	0,399	4,82	1,9	2,00	1	2
LA VERDIERE *	0,242	4,82	1,1	1	1	1

PONTEVES	0,432	4,82	2,1	3,00	1	3
SAINT-MARTIN-DE-PALIERES	0,229	4,82	1,1	2,00	1	2
SEILLONS-SOURCE-D'ARGENS	0,485	4,82	2,3	3,00	1	3
TAVERNES	0,422	4,82	2,0	3,00	1	3
VARAGES	0,455	4,82	2,2	3,00	1	3
AUPS	0,959	4,82	4,6	5,00	1	5
MOISSAC-BELLEVUE	0,208	4,82	1,0	1,00	1	1
REGUSSE	0,546	4,82	2,6	3,00	1	3
TOURTOUR	0,290	4,82	1,4	2,00	1	2
VILLECROZE	0,486	4,82	2,3	3,00	1	3
NANS-LES-PINS	1,059	4,82	5,1	6,00	1	6
OLLIERES	0,328	4,82	1,6	2,00	1	2
ROUGIERS	0,449	4,82	2,2	3,00	1	3
SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	4,147	4,82	20,0	20,00	1	20
TOTAL GENERAL	100,00			498,00		

* Pour le cas de la commune de la Verdrière, la commune étant compétente pour la prévention des inondations et la CCPV pour la gestion et l'entretien des cours d'eau, les pourcentages de participation sont divisés par 2 et répartis entre la commune de la Verdrière et la CCPV.

ANNEXE 3 - CLEFS DE REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU SMA

	Territoire	POPULATION (en vigueur au 1 janvier 2014)	répartition selon ce critère	SUPERFICIE COMMUNE SUR BASSIN VERSANT	répartition selon ce critère	POPULATION INONDABLE	répartition selon ce critère	SUPERFICIE INONDABLE ACTIVITES/RDC	répartition selon ce critère	SUPERFICIE INONDABLE HABITATIONS/RDC	répartition selon ce critère	CONTRIBUTION TERRITORIALE (en euros)	Pourcentage de cotisation/membre
			40%		20%		20%		10%		10%	100%	
	Total CAD	104 548		73 632		34 838		694 501		380 857			30,251%
	Total CAVEM	72 397		18 318		27 893		1 297 996		204 498			21,469%
	Total CCCP	38 988		42 389		14 497		268 508		148 159			12,781%
	Total CCGST	1 796		3 832		30		300		307			0,520%
	Total CCPF	18 227		12 280		1 629		45 577		65 996			4,144%
	Total CCVI	19 919		13 926		5 407		56 033		117 583			5,626%
CCCV	BESSE SUR ISSOLE	3 016		2 789		1 267		6 573		17 793			0,981%
CCCV	CABASSE	2 001		4 549		420		4 985		3 686			0,716%
CCCV	FLASSANS-SUR-ISSOLE	3 180		4 368		716		36 767		6 381			1,030%
CCCV	GONFARON	4 269		3 032		1 764		24 104		31 246			1,411%
CCCV	LE CANNET-DES-MAURES	4 182		7 364		2 095		132 022		40 361			2,233%
CCCV	LE LUC EN PROVENCE	9 641		4 416		5 783		188 696		106 536			4,081%
CCCV	LE THORONET	2 381		3 753		341		7 211		5 823			0,711%
CCCV	LES MAYONS	656		2 886		111		280		3 440			0,349%
	TOTAL CCCV	29 326		33 157		12 497		400 638		215 265			11,512%
CCPV	BARJOLS	3 120		3 006		1 326		18 136		9 353			0,993%
CCPV	BRAS	2 557		3 493		739		4 522		4 629			0,768%
CCPV	BRUE AURIAC	1 238		3 673		232		4 625		571			0,495%
CCPV	FOX-AMPHOUX	471		4 076		35		3 242		2 161			0,403%
CCPV	LA VERDIERE *	1 630		3 408		39		1 565		1 658			0,242%
CCPV	PONTEVES	760		4 107		66		1 588		1 059			0,432%
CCPV	SAINT-MARTIN DE PALIERES	230		2 633		3		0		102			0,230%
CCPV	SEILLONS-SOURCE-D'ARGENS	2 264		2 511		119		458		531			0,496%
CCPV	TAVERNES	1 280		3 115		79		2 053		3 734			0,445%
CCPV	VARAGES	1 156		3 511		81		3 098		1 958			0,450%
	TOTAL CCPV	14 706		33 533		2 718		39 288		25 756			5,196%
CCPV	CCPV (pour la commune de La Verdière) *	1 630		3 408		39		1 565		1 658			0,242%

CCLGV	AUPS	2 159		6 415		746		4 416		6 278			0,957%
CCLGV	MOISSAC-BELLEVUE	295		2 059		14		1 922		224			0,204%
CCLGV	REGUSSE	2 279		2 648		292		611		7 804			0,599%
CCLGV	TOURTOUR	593		2 869		8		0		453			0,296%
CCLGV	VILLECROZE	1 299		2 068		407		8 569		9 650			0,498%
	TOTAL CCLGV	6 625		16 059		1 467		15 518		24 410			2,553%
CCSBMA	NANS-LES-PINS	4 202		3 599		786		3 734		13 546			1,054%
CCSBMA	OLLIERES	642		2 975		108		0		138			0,326%
CCSBMA	ROUGIERS	1 613		2 053		399		6 323		3 055			0,473%
CCSBMA	SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	14 990		6 413		5 245		105 486		55 203			4,093%
	TOTAL CCSBMA	21 447		15 040		6 538		115 543		71 941			5,626%
	TOTAL GENERAL	327 979		262 164		107 514		2 933 901		1 254 773			100,000%

* Pour le cas de la commune de la Verdrière, la commune étant compétente pour la prévention des inondations et la CCPV pour la gestion et l'entretien des cours d'eau, les pourcentages de participation sont divisés par 2 et répartis entre la commune de la Verdrière et la CCPV.

Source : DREAL PACA